

PUBLICATIONS CANADIENNES

PAR

CHARLES-PHILIPPE DAVID (*)

On peut diviser les sujets de préoccupation dans les publications canadiennes de l'année 1999 en quatre thèmes principaux : la libéralisation commerciale, les politiques étrangères des grandes puissances, les opérations de paix et la transformation de la politique étrangère canadienne en direction de la « sécurité humaine ».

Le commerce international

Le commerce est toujours un sujet de concentration pour les publications canadiennes. Avec l'ouverture de nouvelles négociations commerciales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévues à Seattle en novembre 1999, les règles du jeu international pourraient changer quelque peu et le Canada n'échappe pas aux débats mondiaux sur la libéralisation et le protectionnisme.

Dans *Canadian Foreign Policy* (printemps 1999), les répercussions de la libéralisation des échanges sur le Canada sont analysées par Martin Roy. William M. Miner s'intéresse aux moyens par lesquels on pourrait libéraliser le commerce agricole mondial, au bénéfice du Canada. Cette question agricole est abordée de façon détaillée par Grace Skogstad dans l'édition 1999 de *Canada Among Nations* (Don Mills, Oxford University Press, 1999). Dans le même livre, le diplomate canadien William Dymond s'interroge sur les raisons de l'échec de l'Accord mondial sur les investissements (AMI) et maintient que le Canada avait raison de vouloir négocier cet accord dans une organisation de négociation comme l'OMC plutôt que dans une organisation de réflexion et de recherche comme l'OCDE.

Dans *International Journal* (été 1999) des articles de Dennis Browne et de Stephen Azzi portent sur la question culturelle et la possibilité pour le Canada de protéger ses industries d'édition. Ce dernier thème est aussi couvert par Gilbert Gagné dans le numéro de septembre 1999 d'*Études internationales*. Cependant, les controverses continuent sur ce sujet au Canada, avec Acheson et Maule qui suggèrent plutôt une libéralisation du domaine culturel dans *Canada Among Nations 1999*.

Dans *Canadian Foreign Policy* (hiver 1999), Mehmet, Mendes et Sinding proposent que le Canada soutienne des mesures propres à instaurer un régime de commerce international dans lequel les droits des travailleurs seraient protégés.

(*) Titulaire de la Chaire Téléglobe*Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal.

Politiques étrangères des grandes puissances

Dans le numéro d'hiver de *International Journal*, des auteurs aussi prestigieux que Richard Perle, Fareed Zakaria, S. Neil McFarlane et Josef Joffe se demandent si les politiques étrangères des États-Unis et des puissances européennes vont dériver l'une de l'autre. En général, les auteurs reconnaissent les tendances au retranchement tant aux États-Unis qu'en Europe, mais estiment que les gouvernements actuels ont tant bien que mal maintenu le cap sur des objectifs internationalistes, tout en faisant certains compromis.

Un numéro d'*Études internationales* (mars 1999), édité par Jean-Marie Bouissou, a été consacré au Japon. La question du commerce y tient une bonne place. Le professeur Frank Langdon nous avertit que l'émergence d'une guerre froide entre les États-Unis et la Chine serait un développement politique coûteux pour le Japon, qui se verrait déchiré entre ses deux principaux partenaires économiques. Le numéro de juin 1999 de la même revue, dirigé par Onnig Beylerian et Jacques Lévesque, est consacré au thème des puissances majeures et des institutions internationales de sécurité. On y retrouve des études de cas sur les politiques étrangères des États-Unis, de la Russie, de la Chine, de la France et de l'Allemagne.

Les opérations de paix

Comme d'habitude, c'est une question qui est au centre des préoccupations canadiennes à propos de l'ordre international. Après quelques années d'opérations de paix de « seconde génération », dont la consolidation de la paix, les Canadiens commencent à publier des bilans. Greg Wirick et Robert Miller ont co-dirigé *Les Missions de paix et le Canada : Enseignement des conflits au Nicaragua, au Cambodge et en Somalie* (Ottawa, Centre de recherche sur le développement international, 1998), livre dans lequel les auteurs se dévouent à l'analyse des causes des demi-succès et des demi-échecs de la consolidation de la paix. Dans *Les Casques bleus au Rwanda* (Montréal, l'Harmattan, 1998), Jacques Castonguay fait un bilan très documenté de la désastreuse mission initiale dans ce pays, puis du déploiement qui a suivi le génocide. Le maintien de la paix fait l'objet d'un manuel de David Last intitulé *Theory, Doctrine and Practice of Conflict De-Escalation in Peacekeeping Operations* (Cornwallis, Pearson Peacekeeping Centre, 1998). Un livre récent dirigé par Taisier Ali et Robert O. Matthews fait le point sur les conflits en Afrique et sur les moyens de leur résolution (*Civil Wars in Africa : Roots and Resolution*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999).

Depuis la Bosnie, l'OTAN est un acteur majeur des opérations de paix internationales. Charles-Philippe David et Jacques Lévesque ont dirigé un ouvrage où l'Alliance atlantique est étudiée sous toutes ses coutures (*The Future of NATO : Enlargement, Russia, and European Security*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999.)

La « sécurité humaine » et la réorientation de la politique étrangère

Depuis quelques années, le ministre canadien des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, prône une politique étrangère tournée vers la « sécurité humaine ». Cette orientation privilégie la promotion de la sécurité de l'individu plutôt que celle de

l'État, par des moyens tels que l'intervention humanitaire, la consolidation de la paix, le désarmement, l'implication de la société civile dans la politique étrangère, la démocratisation et les droits de la personne. Ses promoteurs croient qu'il ne s'agit pas moins que d'une révolution fondamentale de la politique internationale. La position canadienne est analysée en détail par des Nelson Michaud et Louis Bélanger qui concluent à l'« australisation » de la politique étrangère, c'est-à-dire son évolution vers des positions progressistes de plus en plus éloignées de la diplomatie classique (*Études internationales*, juin 1999). Cameron, Lawson et Tomlin ont publié un livre racontant de façon bienveillante la naissance du traité contre les mines anti-personnelles, lequel est souvent perçu comme l'incarnation même de la nouvelle politique canadienne de sécurité humaine (*Walk Without Fear : The Global Movement to Ban Landmines*, Don Mills, Oxford University Press, 1998).

Pendant, 1999 a surtout été marquée par l'émergence d'une pensée critique au Canada face aux expériences internationalistes du gouvernement. Dans *International Journal* de juin 1998, Fen Hampson et Dean Oliver avaient déjà publié une critique de la politique canadienne dont ils critiquaient l'écart entre le discours officiel, prêcheur et interventionniste, et les maigres ressources consacrées à sa mise en œuvre. Dans le numéro de l'hiver 1999 de la même revue, plusieurs collaborateurs, dont J.-F. Rioux et Robin Hay et aussi Douglas Ross croient que la rhétorique internationaliste masque le désengagement graduel du Canada de la scène internationale, une évolution qui fait penser à une forme de nouvel isolationnisme. Kim Richard Nossal renchérit en qualifiant la diplomatie canadienne de « diplomatie de grippe-sous » et Douglas Bland déplore la déliquescence des Forces armées canadiennes, sacrifiées au nom de la responsabilité fiscale et de la rectitude politique. Dans le numéro suivant, Cranford Pratt critique l'emphase sur la sécurité humaine dans la politique d'aide au développement canadienne, emphase qui masquerait la diminution absolue du niveau d'aide canadien et qui nuirait à des objectifs importants comme l'éradication de la pauvreté et l'équité internationale. Dans *Canadian Foreign Policy* (printemps 1999), Heather Smith estime que la notion de « diplomatie de niche » (« niche diplomacy ») proposée par plusieurs penseurs gouvernementaux canadiens constitue un rétrécissement dangereux des intérêts et des actions du Canada sur la scène mondiale. William W. Bain écrit une mise en garde contre l'esprit de croisade moralisateur qui est, selon lui, à la base de la conception de sécurité humaine. Il favorise plutôt une approche qui mettrait de l'avant certains principes de la sécurité humaine dans le cadre d'une évaluation rigoureuse des intérêts internationaux du Canada et de ses alliés.

Conclusion

L'édition 1999 de la synthèse annuelle de la politique étrangère canadienne est intitulée *Canada Among Nations : A Big League Player? (op. cit.)*. L'interrogation est pertinente. Alors que le Canada a grandement réduit ses contributions à la diplomatie, à l'aide au développement et à la défense, on peut se demander si ses capacités d'influence sont intactes. En général, les auteurs des chapitres du livre sont plutôt prudents. David Haglund, par exemple, tente de démontrer l'existence d'intérêts sécuritaires canadiens qui ne sont pas réductibles à la notion de sécurité humaine et que le Canada devrait se garder de continuer à négliger. Robin Hay fait l'historique du concept de sécurité humaine et conclut à la nécessité de tempérer cette approche,

malgré tout prometteuse, d'une bonne mesure de réalisme. Cette nécessité de concilier les idéaux et la réalité a marqué la littérature de politique étrangère canadienne cette année. Il est encore trop tôt pour dire si les politiciens canadiens modifieront cette approche de sécurité humaine qui leur a procuré plusieurs succès depuis quelques années, tant au niveau international qu'au niveau de l'opinion publique interne.